

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN DE LA HAUTE VALLÉE DE LA SEILLE



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 678 DU 14 JUIN 1996 PORTANT APPROBATION D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES DANS LES COMMUNES DE BLOIS-SUR-SEILLE, LADOYE-SUR-SEILLE, NÉVY-SUR-SEILLE ET BAUME-LES-MESSIEURS

Le Préfet du Jura,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Arrête

VU :

- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L. 111-4 et R. 126-1 ;
- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2212-4 ;
- la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité publique, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7 issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;
- le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de prévention de Risques naturels prévisibles ;
- l'arrêté préfectoral n° 1083 du 30 août 1995 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 15 septembre 1995 au 17 octobre 1995 dans les formes prévues par les articles R. 11-4 à R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, sur les communes de Blois-sur-Seille, Ladoye-sur-Seille, Névy-sur-Seille et Baume-les-Messieurs ;
- le rapport de présentation du projet de délimitation d'un périmètre de risques naturels et l'ensemble des avis recueillis au cours de la procédure d'instruction du dossier ;
- les rapports établis par le commissaire enquêteur en date du 30 octobre 1995 pour Blois-sur-Seille et Ladoye-sur-Seille, et le 31 octobre 1995 pour Névy-sur-Seille et Baume-les-Messieurs ;
- les délibérations des conseils municipaux de Blois-sur-Seille le 18 décembre 1995, de Ladoye-sur-Seille le 9 décembre 1995, de Névy-sur-Seille le 5 décembre 1995 et de Baume-les-Messieurs le 8 décembre 1995, acceptant les conclusions rédigées par le commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel de mouvement de terrain conformément aux dispositions du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura ;

Article 1 - En application du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, un plan de prévention de risques naturels prévisibles est délimité conformément aux plans annexés au présent arrêté sur les territoires des communes de Blois-sur-Seille, Ladoye-sur-Seille, Névy-sur-Seille et Baume-les-Messieurs.

Article 2 - Les plans visés à l'article 1 délimitent trois zones en raison de l'importance des risques encourus :

- **Zone I**, de risques majeurs, où toute construction soumise aux dispositions du régime juridique des autorisations d'occupation du sol du code de l'urbanisme et visant à la création de nouvelles surfaces bâties ou à l'augmentation de la surface habitable de bâtiments existants est interdite ;
- **Zone II**, de risques moyens, où des mesures d'ordre technique doivent être définies pour compenser les dangers résultant de la nature du sol, de sa topographie ou de son hydrographie ;
- **Zone III**, de risques mineurs ou sans risques.

Un règlement annexé au présent arrêté, détermine les règles de constructibilité de chacune des zones.

Article 3 - Le présent arrêté ainsi que les annexes (Plans et règlement) sont consultables :

- en Mairies de Blois-sur-Seille, Ladoye-sur-Seille, Névy-sur-Seille et Baume-les-Messieurs,
- en Préfecture de Lons-le-Saunier (Bureau de l'Environnement),
- en Direction Départementale de l'Équipement (Service Urbanisme).

Article 4 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, Messieurs les Maires des communes de Blois-sur-Seille, Ladoye-sur-Seille, Névy-sur-Seille et Baume-les-Messieurs, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et les services de sécurité, de police et de gendarmerie en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Lons-le-Saunier, le 14 juin 1996,

Pour ampliation,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,
Michèle GRÉA